

## **L'Afrique dans le tourbillon planétaire.**

---

Continent colossal de plus de 30 millions de km<sup>2</sup> pourvu de richesses considérables et sans doute d'un potentiel humain peu ou non canalisé, l'Afrique ne représente que 2% du commerce mondial et stagne en conséquence à l'écart des courants internationaux de mondialisation et de globalisation des échanges : le grand navire reste en cale sèche, tandis que les autres ont déjà hissé les voiles.

Les dragons asiatiques, malgré certains revers, ont démontré un dynamisme formidable et un taux de croissance appréciable bien que les fruits n'en soient encore que très inégalement répartis sur le plan social. En Afrique, les espoirs évanouis des premiers pas des indépendances, l'influence des idéologies d'importation ou le panafricanisme ayant vécu, les grands principes gouvernant les sociétés organisées, de type occidental, n'ont pu être durablement instaurés. Cette absence de planification à long terme, qui caractérise malheureusement la majeure partie des pays d'Afrique subsaharienne, ne peut s'expliquer que par la conjugaison de facteurs hétéroclites, relevant parfois de l'antagonisme : si certains régimes ont connu, au gré de luttes de pouvoir incessantes sous le regard bienveillant d'une autorité extérieure de tutelle, une forte instabilité, il n'en demeure pas moins que certains dirigeants ont su se maintenir au-delà de la durée de tout mandat démocratique.

Pourtant, les structures de l'Etat se sont effondrées et les transferts d'argent public en provenance des anciennes puissances coloniales ont trop souvent consisté à entretenir des réseaux d'amitié et d'influence, et à soutenir plus que de raison, des régimes corrompus, à l'assise politique incertaine. Pourtant, même cette catégorie de dirigeants fortement enracinés au sommet du pouvoir, n'a pas permis de développer les infrastructures, d'améliorer les conditions sanitaires ou de sécurité, qui sont parmi les éléments fondamentaux du développement économique mais ne peuvent s'inscrire que sur le long terme.

C'est ainsi que le temps a manqué à l'Afrique pour assimiler et digérer les contraintes de l'économie moderne d'abord, et mondialisée ensuite. Les Africains surtout, qui pour une immense majorité, cherchent moins à prévoir et à investir à long terme qu'à satisfaire les exigences minimum du court terme, en grande partie du quotidien.

Mais l'Afrique subsaharienne a également eu ses étoiles, comme la Côte-d'Ivoire, qui malgré tout font toujours figure d'exceptions, et qui ont eu pour beaucoup une fâcheuse tendance à fléchir ces dernières années. Globalement les indicateurs socio-économiques des institutions internationales n'inspirent pas l'optimisme. Les investissements privés sont faibles, le taux d'épargne largement insuffisant, la consommation ne connaît pas

de croissance pouvant susciter les convoitises. C'est un point crucial qui requiert des solutions adaptées : en effet, l'Afrique, et nulle zone en Afrique, ne se caractérise par la taille du marché qu'elle représente. En conséquence les Etats africains se trouvent en état de faiblesse, et sont largement dans l'obligation d'accepter les règles édictées par d'autres, sans considération pour les particularités des économies africaines. S'il est indéniable que la rigueur budgétaire fait cruellement défaut et que les déficits et l'endettement chroniques sont largement répandus, les programmes d'ajustements structurels du FMI, véritables dispositifs de redressement plus que de développement coordonné, ont aggravé une situation économique déjà précaire en exigeant d'importantes réductions des dépenses publiques.

Mais rien n'est sérieusement entrepris pour mettre le bateau à l'eau et le remorquer jusqu'à la mer. À l'inverse, depuis le milieu des années 1980, l'aide au développement en provenance des anciennes métropoles a amorcé une phase de réduction, lente mais constante, que la fin de Guerre froide, pendant laquelle l'Afrique a souvent constitué un terrain idéal de confrontation indirecte entre les deux pôles, n'a fait qu'accentuer le désengagement des Etats étrangers toutes tendances confondues. C'est la logique de marché qui a conquis le système international, et qui s'est installé en Afrique avec la conjugaison de deux principaux facteurs : le désengagement progressif des Etats traditionnellement présents sur le

continent africain et le soutien politique inconditionnel aux entreprises commerciales implantées à l'étranger. Mais l'investissement privé ne peut qu'accompagner un processus plus vaste d'aide et de soutien publics au développement. Le dernier rapport de la CNUCED sur le développement économique des pays en voie de développement, préconise un plan d'aide de 10 milliards de dollars américains par an, sur une période de dix ans. Cela serait-il même suffisant pour un exercice particulièrement complexe sur les plans politique et économique, quels sont les signes que l'Occident envoie aux Africains. En matière de sécurité collective, l'exemple du Rwanda illustre les réticences et les relations troubles entre des grandes ou des moyennes puissances, et des Etats désarticulés, facilement malléables. Tandis que la communauté inter-nationale se débat en Bosnie puis au Kosovo, les massacres et les déplacements de populations au Soudan, l'état de guerre civile endémique en Angola, n'inspirent qu'une peur exagérée.

En termes économiques, il faut souligner qu'alors que de nombreux pays africains sont membres de l'OMC, ils n'ont jamais pu poser leurs conditions comme la Chine. Une fois de plus, l'Afrique n'est pas représentée comme un marché de consommateurs à fort potentiel. Et l'Afrique dont les sportifs ont confisqué certaines des disciplines les plus nobles de l'olympisme aux athlètes occidentaux ou russes, n'organise ni Coupe du Monde de football, ni Jeux Olympiques, et de manière générale, de très rares

événements internationaux. Non seulement certains Etats africains ont consentis des efforts considérables pour se conformer autant que possible aux règles du commerce mondial, mais en plus le respect des libertés publiques n'inspire pas plus de crainte que concernant le régime de Pékin. Faute de pouvoir annoncer des chiffres et venter le niveau de la consommation, l'intérêt commercial est limité, par conséquent l'intérêt politique l'est tout autant – sauf caractéristiques stratégiques sensibles.

Lorsque l'Afrique se découvre en chiffres, c'est davantage pour déplorer les 25 millions de personnes infectées par le virus du sida<sup>1</sup>, et le risque que la pandémie fait courir en matière de sécurité alimentaire – dans les 25 pays africains les plus atteints, 7 millions de travailleurs agricoles ont déjà été fauchés par la maladie – que pour vanter la progression de la production de coton, d'arachides et d'autres cultures vivrières à très faible valeur ajoutée. Quant à l'industrialisation, la prospection et l'exploitation minières ou pétrolières, celles-ci ont été largement confisquées ou hypothéquées en fonction des influences ou des nécessités.

Dans ce contexte d'indifférence généralisée, ce sont les regroupements régionaux qui apporteront peut-être à l'Afrique les solutions adaptées qui lui permettront de faire face à ses responsabilités et de soutenir une véritable politique étrangère. Cela pourrait créer des ensembles économiques

mieux à même de défendre leurs marchés et leurs opinions. Le Japon, les Etats-Unis, l'Union européenne, et tous les membres de l'OCDE, mettent en œuvre, chacun à sa manière, des mesures de protection économique et de barrières douanières multiples. Pour se permettre de maintenir ce type de dispositifs, il faut avoir un poids économique conséquent, ce qu'a cherché l'Europe pendant longtemps. L'Union lui a amené une dimension supérieure sur le plan économique et lui a apporté la paix et la stabilité.

L'Afrique vit, elle bouge, elle évolue tant bien que mal, à son rythme. Mais elle est encore fragile et de nouvelles influences, autrefois négligeables, profitent de la pauvreté et de la déliquescence des structures étatiques pour s'insérer dans la vie politique. L'Islam importé du nord du Sahara connaît une radicalisation jusqu'alors marginale dans la zone subsaharienne.

L'Afrique est jeune, tant dans la répartition de sa population, que dans son accession à l'indépendance, et encore plus à l'autonomie. Contrairement à l'idée de stagnation ou de mise à l'écart du continent africain, celui-ci ne pourra pas constamment accepter les perfusions et la survie. Il avancera avec ou sans le bon vouloir des pays riches. Mais la nouvelle dimension dans laquelle les récents et tragiques événements ont plongé le monde occidental, doit faire comprendre, et faire agir, de manière à accompagner les moins développés à trouver un meilleur équilibre.

---

<sup>1</sup> Concerne l'Afrique subsaharienne ; ONUSIDA, décembre 2000.

Directrice et rédactrice en chef du mensuel *Africa International*, Marie-Roger Biloa est une observatrice privilégiée de la vie politique et économique africaine. Elle décrypte avec précision les grands facteurs socio-culturels qui freinent le développement et la croissance des pays d'Afrique subsaharienne, et identifie les méandres caractéristiques des sociétés africaines.

Hubert Fabre